

Comment des contemporains du conflit y ont-ils réagi ?

Les Français divisés par la guerre d'Algérie.

François Mitterrand, futur donateur du PS mais ministre de l'intérieur au tout début de la guerre, dénonce le « terrorisme individuel ».

- ❶ « Voilà donc qu'un peu partout, d'un seul coup, se répand le bruit que l'Algérie est à feu et à sang. De même que le Maroc et la Tunisie ont connu ce phénomène du terrorisme individuel dans les villes et dans les campagnes, faut-il que l'Algérie ferme la boucle de cette ceinture du monde en révolte depuis quinze ans contre les nations qui prétendaient les tenir en tutelle ?
5 Eh bien non ! Cela ne sera pas, parce qu'il se trouve que l'Algérie, c'est la France, parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont des départements de la République française. ».

François MITTERRAND, ministre de l'intérieur, discours à la Chambre des députés du 12 novembre 1954.

Albert Camus, grand humaniste, mais Pied-noir, défend la cause de sa communauté.

- ❷ « Entre la métropole et les Français d'Algérie, le fossé n'a jamais été plus grand. Pour parler d'abord de la métropole, tout se passe comme si le juste procès, fait enfin chez nous à la politique de colonisation, avait été étendu à tous les Français qui vivent là-bas. A lire une certaine presse, il semblerait vraiment que l'Algérie soit peuplée d'un million de colons à cravache et à cigare, montés sur Cadillac. (...)
5

80% des Français d'Algérie ne sont pas des colons, mais des salariés ou des commerçants. Le niveau de vie des salariés, bien que supérieur à celui des Arabes, est inférieur à celui de la métropole. Deux exemples le montreront. Le SMIG est fixé à un taux nettement plus bas que celui des zones les plus défavorisées de la métropole. De plus, en matière d'avantages sociaux, un père de famille de trois enfants perçoit à peu près 7200 francs contre 19000 en France. Voici les profiteurs de la colonisation. (...)
10

Les gouvernements successifs de la métropole, appuyés sur la confortable indifférence de la presse et de l'opinion publique, secondés par la complaisance des législateurs, sont les premiers et les vrais responsables du désastre actuel. Ils sont plus coupables en tout cas que ces centaines de milliers de travailleurs français qui survivent en Algérie avec des salaires de misère, qui, trois fois en trente ans, ont pris les armes pour venir au secours de la métropole et qui se voient récompensés aujourd'hui par le mépris des secourus. Ils sont plus coupables que ces populations juives, coincées depuis des années entre l'antisémitisme français et la méfiance arabe, et réduites aujourd'hui, par l'indifférence de notre opinion, à demander refuge à un autre Etat que le français ».
15
20

Albert CAMUS, « La bonne conscience », in *L'Express*, 21 octobre 1955.

Raymond Aron soutient l'indépendance algérienne, car il voit dans la guerre une impasse.

- ❸ « En tout cas, il me paraît nécessaire de briser les tabous. Les liens avec l'Algérie ne sont pas indissolubles. En reconnaissant la personnalité algérienne, on cesse d'exclure l'État algérien. En reconnaissant l'État algérien, on n'exclut plus l'indépendance de l'Algérie. La « perte » de l'Algérie n'est pas la fin de la France. Économiquement, l'Algérie est une charge. Le seul but de la guerre, après l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, est de trouver en Algérie des « interlocuteurs » (oui, j'emploie le mot), dont le nationalisme ne soit pas xénophobe. Il est possible que l'on n'ait le choix qu'entre l'abandon pur et simple et la guerre indéfinie. Si telle est l'alternative, un jour ou l'autre, il faudra avoir le courage d'une solution radicale : offrir l'évacuation de l'Algérie en votant les milliards nécessaires au rapatriement des Français ou maintenir une enclave française sur les côtes, que les insurgés seraient incapables d'emporter. Nous laisserions le chaos en Algérie ? C'est possible, probable même. Mais il est des limites aux responsabilités que la communauté peut assumer à l'égard d'une fraction d'elle-même ».

Raymond ARON, *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957, in Raymond ARON, *Penser la liberté, penser la démocratie*, Paris, Gallimard, 2006, pages 586-587.

Simone de Beauvoir intellectuelle de gauche, soutient le FLN et dénonce la torture et les camps d'internement.

④ « Il y avait d'autres camps d'internement, de transit, de tri, où des hommes étaient enfermés par décision arbitraire de la police ou de l'armée; on les **torturait**, physiquement et psychologiquement, jusqu'à la mort souvent ou jusqu'à la folie. Abdallah S. raconta dans *L'Express* comment entre les coups et les supplices on l'obligeait à renier le **FLN** et à dire son amour de la France avec des mots venant du cœur. Des camps de cette espèce existaient en France; **Larzac** : hier c'était le nom d'un plateau que j'avais traversé gaiement dans ma jeunesse, à pied, à bicyclette; c'était maintenant celui d'un enfer. Les gens de la région, malgré les précautions, le connaissaient. Tous les Français savaient que s'étaient ouverts sur leur sol des camps semblables à ceux de Sibérie, qu'ils avaient dénoncés à corps et à cri : personne ne criait. Camus n'élevait pas la moindre objection, lui si dégoûté naguère par l'indifférence du prolétariat français à l'égard des **camps russes** ».

Simone de BEAUVOIR, *La Force des choses*, Paris, Gallimard, **1963**, tome II, pages 242-243.

⑤ « Dans nos préoccupations nationales, l'Algérie a la priorité absolue.

Des hommes et des femmes y vivent, dont les pères ont fait l'Algérie, et qui continuent à la faire chaque jour. La France y a groupé autour de son drapeau, et par ses hautes conceptions politiques, des Européens et des Africains, les uns et les autres citoyens comme nous-mêmes. Nos **concitoyens musulmans** sont, comme les descendants de ceux qui ont traversé la Méditerranée, des hommes et des femmes dans le regard desquels nous voyons l'image d'une commune espérance. (...)

A ceux que ne contente pas la vision des grandes possibilités économiques et humaines auxquelles nous accédons grâce à l'Algérie, recommandons de réfléchir au problème de notre sécurité. La France est à Alger par une **nécessité fondamentale** que nos ancêtres ont connue et que nous ne pouvons méconnaître sans trahir. C'est par notre présence indiscutée, notre autorité incontestée, que nous garantissons la sécurité de la Méditerranée occidentale, et, par là, notre sécurité.

(...) **Quelle tragédie ce serait pour nous, pour l'Europe, pour l'Occident, si, tout entière, la Méditerranée redevenait une frontière entre deux mondes hostiles.** L'Occident a suffisamment perdu au cours des dernières années; que les moins imaginatifs veuillent bien, désormais, imaginer où mèneraient de nouveaux abandons ». (*Applaudissements.*)

Michel DEBRÉ, Premier ministre, discours à l'Assemblée nationale le 15 janvier **1959**.

De 1958 à 1969, Michel Debré est le 1er ministre de la Ve République. Il conjugue attachement à l'Algérie française et loyauté indéfectible au général de Gaulle. Il justifie la présence française en Algérie, mais en déforme la réalité («nos concitoyens musulmans», alors qu'il existait une ségrégation de fait). De même, il ne dit pas que les E-U sont farouchement hostiles à la présence française en Algérie.